

De Andrade, Raymundo, Dussault, Paul-Normand, Mellos, Koula, Miguelez, Roberto, *L'idéologie et la reproduction du capital*. Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1986, 170 p.

Gilles Labelle

Volume 18, numéro 4, 1987

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/702259ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/702259ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Labelle, G. (1987). Compte rendu de [De Andrade, Raymundo, Dussault, Paul-Normand, Mellos, Koula, Miguelez, Roberto, *L'idéologie et la reproduction du capital*. Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1986, 170 p.] *Études internationales*, 18(4), 856–858. <https://doi.org/10.7202/702259ar>

2. COMPTES RENDUS

THÉORIES, IDÉOLOGIES ET PROBLÈMES INTERNATIONAUX

DE ANDRADE, Raymundo, DUSSAULT, Paul-Normand, MELLOS, Koula, MIGUELEZ, Roberto, *L'idéologie et la reproduction du capital*. Ottawa, Éditions de l'Université d'Ottawa, 1986, 170 p.

Le statut de l'idéologie dans la tradition marxiste est, pourrait-on dire, assez paradoxal. D'un côté, la chose a constitué pour Marx un aspect central de sa critique de la société bourgeoise. Même des auteurs non marxistes ont reconnu la pertinence de la critique montrant, par exemple, la distance entre ce qui est proclamé par le discours libéral et la réalité sociale bourgeoise. Mais, par ailleurs, force est de reconnaître que les successeurs de Marx reviennent constamment sur le problème de l'idéologie, en reprennent sans cesse l'analyse comme si quelque chose parvenait toujours à échapper à leur prise. Un des auteurs de l'ouvrage étudié ici, R. Miguelez souligne ainsi que « le domaine des phénomènes idéologiques a été et continue à être un de ceux dans lesquels le mouvement socialiste et révolutionnaire a rencontré le plus de difficultés [...] » (p. 44) En conséquence, les quatre contributions qui composent *L'idéologie et la reproduction du capital* constituent un essai de mise à jour de la problématique marxiste à propos de l'idéologie et, plus largement, de la reproduction sociale.

Dans l'introduction, les auteurs exposent les paramètres de la recherche dans laquelle ils sont engagés. S'ils situent leur approche dans le cadre du matérialisme historique, ils veulent éviter tout déterminisme exclusif de l'économique — même si pour eux, l'idée d'une détermination ultime de l'économique demeure valable, de même que l'idée concomitante d'une « autonomie relative » du politico-idéologique. Les auteurs proposent d'éviter de sombrer dans l'économisme abstrait en procédant à l'analyse de formations sociales con-

crètes (p. 15); ils oublient que la détermination par l'économique en dernière instance peut constituer un schéma tout aussi abstrait et que le retour au concret ne garantit rien.

La première contribution, celle de K. Mellos, (*State and Ideology in Advanced Capitalism*, pp. 21-42) s'inscrit d'ailleurs dans un cadre tout à fait économiste. La tentative de l'auteur se situe à un niveau très général: il s'agit de saisir les changements intervenus au niveau idéologique dans le capitalisme avancé et d'y situer le rôle de l'État. L'existence d'une sphère politique dans le capitalisme est déduite de la structure même de l'exploitation: celle-ci se reproduit dans l'échange, par la loi dans la valeur, et non par l'État. Celui-ci est donc formellement distinct de l'économique, même si en réalité son autonomie n'est que relative; car ce qui détermine l'action de l'État est ultimement la loi de la baisse tendancielle du taux de profit (p. 27). Quant à l'idéologie, elle se comprend en tant que perception subjective visant à légitimer la réalité objective des rapports sociaux (p. 29). Par l'idéologie, sont masqués à la fois l'exploitation et l'aspect historique des rapports sociaux. Citant Althusser, l'auteur explique que le rapport capitaliste pose en principe, dans l'échange, des rapports entre individus propriétaires libres et égaux. Invoquant ensuite Lukàcs, il renchérit en expliquant, ce qui peut sembler contradictoire à première vue, que cette fiction des individus propriétaires est indissociable de l'existence de lois en apparence « naturelles » qui les dominent; c'est en fait que la représentation de l'égalité des sujets est possible par la transformation de l'individu en marchandise évoluant dans le cadre d'un système dont la dynamique ne peut que lui échapper. Cette structure idéologique globale est quelque peu bouleversée dans le capitalisme avancé: ainsi l'idéologie « pluraliste » met en scène non des individus, mais des groupes dont les conflits sont arbitrés par l'État. Il s'agit là d'un reflet de la lutte des diverses fractions de la bourgeoisie entre elles pour l'hégémonie et avec la classe ouvrière qui s'est dotée d'organisations de défense. Ce bouleversement dans l'idéologie dominante, de l'individu au groupe, pose non seulement l'État comme arbitre, mais aussi comme détenteur d'un savoir scien-

tifique sur le social : les lois qui gouvernent la société à l'insu des individus sont maintenant proclamées connues et maîtrisées rationnellement.

La contribution de R. Miguelez (*Le 'peuple' et l'idéologie. À propos de la théorie de l'idéologie et du populisme d'E. Laclau*, pp. 43-87), sûrement la plus intéressante du recueil, tente, en se servant de certains des énoncés de Mellos, de dépasser certaines des difficultés rencontrées par E. Laclau (*Politics and Ideology in Marxist Theory*, London, NLB, 1977) dans son analyse de l'idéologie. L'analyse de Laclau est brièvement exposée. Partant d'une critique du réductionnisme de N. Poulantzas, selon lequel on peut raccorder tout élément idéologique à une classe précise, Laclau propose de considérer que les éléments concrets des idéologies articulées par les classes constituent plutôt des fragments de discours propres à une résistance populaire généralisée en face de l'État. Il y a en quelque sorte une contradiction globale, politique, entre le peuple et l'État (quel qu'il soit), qui donne naissance à des discours de résistance non classistes et ensuite, l'articulation des parties de ces discours dans des idéologies propres à des classes en lutte ; l'hégémonie consiste en la capacité d'une classe à reprendre à son compte ce discours populaire diffus — ce qu'a fort bien réussi, par exemple, le péronisme. Selon Miguelez, la tentative de Laclau risque de justifier un certain réformisme dans la mesure où ce discours « populaire » que les classes doivent articuler apparaît en vérité, ainsi que Laclau le dit lui-même, comme celui des classes moyennes, ou au mieux comme fragments de discours de classes pré-capitalistes. De toute façon, ce sont là des discours « petits-bourgeois » et ici, il faut bien conclure que Miguelez, Laclau et même Poulantzas sont tout à fait d'accord (et on pourrait dire qu'il s'agit d'une constante de toute la tradition marxiste) pour ramener à la petite-bourgeoisie, qui a décidément le dos large, tous les discours non réductibles aux classes « fondamentales ». Mais les discours qui ont accompagné, par exemple, les luttes historiques des femmes pour leur libération et qu'on ne peut certes pas ramener directement au prolétariat ou à la bourgeoisie sont-ils réel-

lement « petits-bourgeois » ? Toujours est-il que Miguelez reconnaît l'aspect valable de la critique de Laclau à l'égard du réductionnisme et se demande comment on pourrait conserver cet aspect tout en n'abandonnant pas le point de vue de classe. Reprenant Mellos, il s'agit selon l'auteur de comprendre que si les classes ne produisent pas de discours concrets nécessaires, elles produisent par contre (indirectement, à partir de la structure des rapports de production) des formes nécessaires (par exemple : l'individu, le groupe, pour la bourgeoisie) qui ensuite peuvent articuler, suivant la conjoncture historique, non pas un vague discours populaire, mais simplement les discours de classe précédemment donnés dans la tradition.

La contribution de R. de Andrade (« Urbanisation et lutte des classes dans le Brésil actuel », pp. 89-123) est beaucoup plus spécifique, comme son titre l'indique. Elle ne touche pas le problème de l'idéologie, mais se propose plutôt d'éclairer le lien entre le processus d'accumulation et le problème de la spatialité. En fait, l'auteur décrit l'historique du procès d'urbanisation depuis la colonisation : sa thèse est que les problèmes urbains actuels sont indissociables de la montée de la bourgeoisie industrielle et de la classe ouvrière au XIX^{ème}-XX^{ème} siècles. En outre, à l'heure présente, on peut dire qu'après 1964 on assiste à une généralisation de l'urbain à tout le territoire brésilien. « Ce qu'il y a de nouveau maintenant, c'est la transformation de l'agriculture, de la terre en capital [...] la conversion de toutes les ressources nationales en des éléments constitutifs de la reproduction du capital [...] » au point que « tous les problèmes actuels du Brésil sont des problèmes urbains. » (p. 120)

La dernière contribution, celle de P.-N. Dussault (« Les exigences de la reproduction internationale entre États », pp. 125-143) vise à cerner les discours qui accompagnent la transformation des rapports entre États au niveau international. Procédant historiquement, l'auteur examine depuis 1950 les rapports États-organisations internationales, les stratégies d'appropriation mondiale du surproduit auxquelles ils correspondent et les discours dans lesquels ces stratégies ont été énoncées.

À la « reconstruction », à la « croissance », au « nouvel ordre international » à quoi correspondent respectivement les phases de l'expansionnisme (1950-1959), de l'hégémonisme (1960-1973) et de lutte contre l'impérialisme (1974-1980), a succédé le discours sur les « besoins essentiels », examiné à travers l'exemple de l'Organisation internationale du Travail. Ce discours correspond à une nouvelle phase, celle de la « récupération » visant, à travers une « reprise de l'investissement et de la croissance », un « nouveau partage des ressources » qui « laisserait intacts les rapports capitalistes de production qui se sont développés depuis 1945. » (p. 136)

La conclusion de l'ouvrage reflète tout à fait la démarche de recherche dans laquelle sont engagés les auteurs. Plutôt que de résumer les réponses (partielles) apportées par les contributions, on y mentionne les questions (nombreuses) formulées en cours de route. On peut donc penser que les auteurs, poursuivant leur démarche, feront suivre cette publication d'au moins une autre. Il faudrait alors souhaiter que cette publication à venir soit un peu plus homogène que celle-ci. Car en effet, si les liens sont étroits entre les deux premiers articles, au point que le second se réfère explicitement au premier, on a un peu l'impression de sauter du coq-à-l'âne lorsqu'on aborde les deux suivants, tant ils portent sur des objets spécifiques.

Gilles LABELLE

*Département de science politique
Université du Québec à Montréal*

DUCHACEK, Ivo D., *The Territorial Dimension of Politics: Within, Among, and Across Nations*. Boulder (Col.), Westview Press, 1986, 344 p.

Le champ des relations internationales est aujourd'hui soumis à des pressions contradictoires à l'échelle mondiale. À mesure que l'interdépendance s'accroît avec la montée des mouvements transnationaux, des résistances se manifestent et s'expriment principalement par

le maintien des loyautés que les acteurs sociaux concèdent à leur société respective. L'analyse de la relation entre ces deux tendances opposées constitue le thème central de l'ouvrage d'Ivo D. Duchacek. La perspective développée par ce politologue américain consiste à montrer que la mondialisation des interactions sociales actuellement en cours demeure plus que jamais subordonnée aux impératifs politiques de la fragmentation territoriale de l'espace. Malgré l'annonce, par tant d'observateurs depuis quelques décennies déjà, du désenclavement progressif des nations, une conclusion s'impose: « Individuals and groups continue to live, think, and act primarily as members of their various territorial communities ».

Singulier paradoxe que celui qui apparaît quand l'universalisation de l'action sociale semble plutôt raviver que diminuer l'enracinement des individus dans leur territoire particulier. Mais l'explication qu'en propose Duchacek se veut aussi limpide que fondamentale: l'existence même du politique suppose au préalable un geste d'arpentage de la géographie et, sur cette base, l'établissement d'une appartenance sociale qui trouve dans le marquage de l'espace le symbole premier de sa justification. Dans son optique, le lieu se fait toujours solidaire d'un lien: les frontières délimitent aussi une certaine manière de vivre ensemble, de communiquer et de se comprendre collectivement. La proximité des hommes dans des « lieux communs » indique donc autant le système de sens que la provenance de ceux qui y adhèrent. Et de cela dépend l'unité sociale de toute collectivité que l'on revendique constamment — et à plus forte raison lorsqu'une menace pèse contre elle: « This unity exists when the authority represents a territorial consensus ».

Le concept de « communauté territoriale » sert ici de pierre angulaire dans la conduite de cette étude comparative. Il désigne, dans l'orientation de cet ouvrage, non seulement un agrégat d'individus et de groupes se reconnaissant entre eux dans leur rapport à une étendue de terre, mais aussi le champ des intérêts qui, toujours, s'y rattachent. Et ceux-ci supportent en retour, voire motivent un